

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 22 FEVRIER 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAÎT MERCREDI & SAMEDI PRIX 0,30 F

EDITORIAL LES OUVRIERS DU BATIMENT et les DO- CKERS MONTRENT LA VOIE !

Deux grèves importantes sont actuellement en cours: celle du bâtiment en Martinique qui se poursuit depuis le 5 février, et la grève des dockers en Guadeloupe, totale depuis le 20.

Bien que la grève du bâtiment ait commencé bien avant, les deux mouvements ont un point commun: la lutte pour les augmentations de salaire. Dans ces deux mouvements, les travailleurs ont su s'unir dans un même élan pour arrêter tous les chantiers en Martinique, bloquer les ports de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre, en Guadeloupe.

Ces deux secteurs sont particulièrement touchés par les effets de la crise de l'inflation et la crise de l'emploi. En effet, depuis quelques années, les patrons et les grosses compagnies ont licencié des milliers de travailleurs en fermant leurs portes ou en bloquant l'ouverture de chantiers; en accroissant la "containerisation" sur les docks. Si bien que les dockers et les ouvriers du bâtiment "en exercice" constatent que tout en ayant un surcroît de travail, leur pouvoir d'achat ne fait que baisser toujours plus et régulièrement en raison des effets de la hausse continue des prix. Les travailleurs ne veulent plus accepter cette situation, et ils le montrent en engageant des luttes importantes. Ils veulent toucher des salaires en fonction du coût de la vie que le gouvernement Giscard-Chirac, loin de freiner comme il l'avait promis, ne fait que développer, car il est obligé de mener la politique que les grands patrons et les grosses sociétés rapaces veulent qu'il mène pour pouvoir faire des profits colossaux sur le dos, la sueur, la fatigue et la misère des travailleurs. Ceux du bâtiment, ceux des docks en Guadeloupe ont déjà, en déclenchant leur mouvement, dit non à tout cela!

Mais il est important, dans les jours qui viennent que d'autres secteurs engagent aussi la lutte, car la situation est la même pour tout le monde et empire de jour en jour. Le mécontentement des travailleurs est grand. Partout, dans le bâtiment (Guadeloupe), dans la canne où les petits planteurs se préparent à engager des luttes pour l'augmentation du prix de la tonne, dans les usines, dans la banane (Gpe) où les travailleurs veulent obtenir les 44,16fr que leurs camarades martiniquais ont

(suite au verso)

MARTINIQUE

LA GREVE DU BATIMENT : LA VICTOIRE EST POSSIBLE.

La grève du bâtiment continue. Le seul nouveau fait à enregistrer est la création par le préfet d'une commission de conciliation et la désignation d'un Monsieur "bons offices", Mr Rottenbourg.

Mais, doré et déjà, on peut dire qu'il y a eu un échec. En effet, à la réunion du jeudi 20, les patrons n'ont proposé que 7,09 en juin au lieu de juillet si le travail reprenait tout de suite. Bien entendu, la délégation ouvrière a refusé car aucune des autres revendications n'était abordée par les patrons. Mais, les travailleurs sont conscients que seule une lutte encore plus hardie peut les amener à la victoire.

La grève est toujours totale, l'assistance est toujours plus nombreuse à la maison des syndicats. Et c'est cela qui sera déterminant face aux patrons. Seule la volonté des travailleurs pourra contraindre les patrons à reculer.

C'est pour cela que, actuellement des listes de souscription ont commencé à circuler pour aider à l'organisation de

la grève. Le vendredi 21, a lieu une soirée avec projection de diapositives. Une conférence de presse est prévue pour le 24 février, et un gala le 2 mars. Les grévistes ont donc pris conscience que pour vaincre il faut s'organiser encore plus solidement. Car les patrons sont décidés à faire durer la grève pour essayer de briser la combativité ouvrière. Ils veulent s'assurer dans la période de crise qui vient la docilité des travailleurs. C'est en ce sens que cette lutte engage l'avenir. Le seul moyen qu'ont les ouvriers du bâtiment de se protéger contre la crise c'est de lutter. Pour cela, ils doivent continuer à s'en donner les moyens en renforçant le comité de grève qu'ils se sont donné dès le début.

Ainsi, ils pourront arracher les 7,09, le paiement des jours de grève, le refus de tout licenciement, la révision périodique des salaires en fonction de la hausse des prix, la révision de la classification.

GUADELOUPE

LES DOCKERS EN GREVE

Depuis le 18 février les dockers ont engagé la lutte pour des augmentations de salaires, contre le patronat soutenu par l'administration.

Cela ne doit pas surprendre, car depuis la dernière grève de juillet, tout est devenu plus cher et surtout les denrées alimentaires. Même le SMIC a été rehaussé pendant cette période et pourtant leurs salaires sont restés au même niveau. C'est intolérable car les dockers s'aperçoivent qu'en février 1975 ils sont plus pauvres qu'en février 1974; il leur faut donc un minimum de 13% d'augmentation.

Devant la résistance des patrons la CGTG a appelé à la grève et FO a bien été obligée de suivre vu notre combativité.

En effet les pressions et les manoeuvres n'ont pas manqué: bien avant le début de la grève, les employeurs proposaient, pour les affaiblir, de discuter séparément des salaires des dockers de Basse-Terre et de ceux des dockers de Pointe-à-Pitre.

Mais les dockers ne sont pas décidés à se laisser faire car leur situation est partout la même et de plus l'unité d'action est l'une des conditions indispensables du succès de leurs luttes. C'est pourquoi, ils exigent une réunion

paritaire commune.

Maintenant les patrons utilisent le lock-out. En effet, les dockers ont commencé la lutte en ralentissant au maximum les cadences de travail; les patrons plutôt que de céder ont préféré faire repartir les bateaux, à demi déchargés. Actuellement, les cargos sont détournés sur la Martinique et la Barbade. Face à ce lock-out déguisé les dockers de la Guadeloupe ont demandé à leurs camarades de Martinique de ne pas décharger les bateaux destinés à la Guadeloupe.

Cette attitude des patrons ne fait que renforcer leur détermination car ils se trouvent maintenant en grève totale, et il leur faut exiger le paiement des jours sans travail.

Les compagnies peuvent payer car le fret a augmenté tout le long de l'année dernière et va encore être majoré de 15% à compter du 1er mars.

Pour les dockers, la lutte se poursuivra jusqu'à l'obtention des 13% tant à Pointe-à-Pitre qu'à Basse-Terre.

ABONNEZ-VOUS
AU MENSUEL
COMBAT OUVRIER

FRANCE ANTILLES TOUJOURS AU SERVICE DES PATRONS.

Jusqu'à ce jour, la presse bourgeoise et en particulier France Antilles a consacré peu de colonnes à la grève des ouvriers du bâtiment. Bien sur, nous n'irons pas leur demander de populariser les luttes des travailleurs parce qu'ils n'en n'ont jamais eu l'habitude. C'est pourquoi, les calomnies de France Antilles ne nous étonnent guère. En effet, dans le N° du 20/2/75, France Antilles consacre un article à ce sujet, mais... dirigé contre les grévistes. En parlant des soit disant violences exercées par les grévistes, le but de ce journal réactionnaire est clair : rendre impopulaire la lutte des ouvriers. Et il

verse des larmes de crocodile sur le sort de ceux qui ont été débauchés. Car nous dit-il .."il y a parmi eux des pères de famille qui ont plusieurs bouches à nourrir dans leur foyer, et qui, de ce fait ne peuvent s'abstenir (!) de travailler..." comme si les grévistes n'étaient pas aussi pères de famille !

France Antilles se garde bien naturellement de dire que les seuls responsables de la situation sont les patrons rapaces. En fait, à mots couverts, France Antilles fait un appel à la répression, pensant ainsi intimider les travailleurs les plus combatifs. Et en cela il reste fidèle à lui même, c'est-à-dire un torchon réactionnaire au service des patrons.

SOUSCRIPTION POUR SOUTENIR LE JOURNAL

Les lecteurs de C.O. ont désormais la possibilité de le lire deux fois par semaine. En effet, depuis un mois, nous avons entrepris en plus du mensuel, un bi-hebdomadaire de deux pages au prix de 30 centimes. Le succès rencontré par cette nouvelle formule de C.O. nous permet de penser que nos lecteurs seront nombreux à soutenir l'effort que nous accomplissons pour donner une information et des points de vue qui sont radicalement différents de ceux des grands journaux. Ceux dont le seul but est bien souvent de déguiser la vérité, de cacher ou déformer les faits qui portent accusation contre le système capitaliste.

Nos lecteurs auront donc à cœur de participer nombreux à cette souscription afin que C.O. s'améliore et que la parution bi-hebdomadaire réponde de plus en plus aux préoccupations grandes et petites des travailleurs, afin que le journal soit présent partout, dans toutes les librairies et les boutiques.

(Manifestation pour les petits planteurs aux Abymes)

EST-CE UN DEBUT ?

Dans un tract, le P.C.G. se fait le porte parole du comité permanent de la gauche qui vient de se créer et qui organise le samedi 22 à 9 h aux Abymes une "manifestation" avec les petits planteurs pour exiger 100,00 FRs pour la tonne de canne de l'année 74. Encore faut-il que la propagande et la mobilisation soient effectivement entreprises... et qu'elles ne se limitent pas à la seule manifestation des Abymes. En effet c'est vers une lutte de plus grande envergure qu'il faudrait aller ! C'est une véritable campagne de mobilisation, de meetings, de manifestations qu'il faudrait entreprendre partout, dans tout le pays, en liaison avec les petits planteurs pour faire céder l'administration et les grosses sociétés.

La manifestation des Abymes sera-t-elle le point de départ d'une telle campagne ?

Quand la presse de gauche "oublie" les revendications des travailleurs.

Nous ne sommes pas surpris que les journaux de la bourgeoisie passent sous silence ou répètent des calomnies ou des mensonges sur les luttes des travailleurs. Mais lorsque les journaux de ceux qui prétendent représenter les aspirations populaires ou parler au nom de la classe ouvrière, "oublient" de mentionner des aspects importants de cette lutte, on est en droit de poser quelques questions. Ainsi, depuis 15 jours que dure la grève du bâtiment, le "Progressiste" passe complètement sous silence les revendications des grévistes : autres que les 7,09 F : ils ne parlent ni de paiement des jours de grève, ni de révision périodique des salaires, ni de fonction de la hausse des prix, ni de l'interdiction de tout licenciement, ni de la révision des classifications exigés par les ouvriers et pour lesquels ils se battent. Ils déforment également les faits en ne parlant pas non plus du comité de grève que les travailleurs se sont donné pour diriger la grève. On peut dire qu'en passant sous silence la quasi totalité des revendications des travailleurs, le "Progressiste" ne leur rend pas service, mais au contraire fait tout pour que ces revendications soient oubliées lors des discussions avec les patrons.

APPEL

Dockers de la Martinique !
Refusez de décharger les
bateaux venant de la
Guadeloupe !
Solidarité avec les camarades
dockers de Guadeloupe

Directeur de Publication : M.E. ZOROR
Commission paritaire N° 51. 728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondence : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.à.P.
B.P. 386 F.d.F.
7° supplément au N° 46

EDITO- (suite)

déjà obtenu, dans les grands magasins, aux docks (Martinique) vers lesquels les bateaux non déchargés en Guadeloupe sont détournés, il est possible à l'exemple de ceux du bâtiment et des docks (Guadeloupe) de déclencher la lutte. La lutte doit s'élargir, c'est une condition indispensable pour acculer les patrons et les grosses sociétés à l'augmentation générale et importante des salaires en Martinique et en Guadeloupe.

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS EN BATIMENT (MARTINIQUE) ET EN BATIMENT ET LA GUADELOUPE !

7,09 IMMEDIATEMENT POUR LES OUVRIERS DU BATIMENT !

15% MINIMUM D'AUGMENTATION IMMEDIATE POUR LES DOCKERS !

ECHELLE MOBILE DES SALAIRES (C'EST-A-DIRE AUGMENTATION SYSTEMATIQUE DES SALAIRES A CHAQUE FOIS QUE LES PRIX AUGMENTENT) !

ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL (C'EST-A-DIRE REPARTITION DU TRAVAIL ENTRE TOUTS AVEC DIMINUTION DES HEURES DE TRAVAIL SANS DIMINUTION DES SALAIRES)

SUIVONS L'EXEMPLE DE NOS CAMARADES DU BATIMENT ET DES DOCKS !

VERDUN : manifestation de jeunes appelés

Après Draguignan, après Karlsruhe, c'est à Verdun que mercredi dernier, 150 jeunes appelés sont descendus dans les rues.

Les militaires ont manifesté en civil pendant plus de 2 heures aux cris de : "Non à l'armée de Bourges et Bigeard"

C'est à la suite de la mort d'un de leurs camarades, écrasé sous un char pendant une manœuvre, que les appelés ont décidé de crier leur opposition à des manœuvres le plus souvent aussi ridicules que périlleuses. Ils réclament également qu'une enquête civile soit ouverte pour déterminer les responsabilités dans l'accident qui a entraîné la mort de leur camarade.

Les jeunes appelés continuent donc de remettre en question l'arbitraire des généralistes et la toute puissance des gradés. C'est en fait l'ensemble de la machine militaire au service de la bourgeoisie qu'il est nécessaire de remettre en question. Les jeunes travailleurs commencent à le comprendre.

MEETING

VENDREDI 28 FEVRIER

19h A LA

MUTUALITE P.à.P.

THEME :
LES PROBLEMES de la
PAYSANNERIE